

L'INFLATION

L'inflation est la situation de hausse du prix des biens et services. Elle est mesurée mensuellement par l'INSEE qui publie l'indice des prix à la consommation (IPC). Depuis 1996 et à la demande d'EUROSTAT (afin d'améliorer la comparabilité des indices des divers Etats membres), l'INSEE publie aussi l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH). L'IPCH ne prend pas en compte les mêmes éléments ni toujours pour le même montant. Par exemple, l'IPCH ne prend pas en compte l'évolution du prix des logements (qu'il considère comme un investissement) mais seulement les loyers. Il ne prend pas en compte l'intégralité des frais médicaux mais seulement le reste à charge (après remboursements ou aides sociales) etc..

La composition du panier de l'IPC fait appel à des pondérations nombreuses et subtiles destinées notamment à prendre en compte la part de chaque bien ou service dans la consommation des ménages. Elle est évidemment très critiquée dans la mesure où tout le monde n'y retrouve pas son type de consommation, donc l'inflation « ressentie ». Le sujet est d'autant plus sensible politiquement que l'IPC retenu a de multiples implications et conséquences et que, quel que soit le niveau d'indépendance qu'il faut reconnaître à l'INSEE, cet organisme reste une structure d'Etat.

Les « causes » de l'inflation citées sont généralement et principalement :

- Les coûts ;
- L'excédent de la demande sur l'offre ;
- L'augmentation de la masse monétaire ;

Sont parfois citées aussi des causes dites « extérieures », mais qui ne font, le plus souvent, qu'actionner les causes classiques ci-avant.

A titre préliminaire, on peut remarquer que certains facteurs psychologiques agissent aussi. C'est ainsi que la simple peur de manquer d'un produit peut déclencher une spirale inflationniste sur ce produit. De même (c'est très net dans la situation actuelle en France) le contexte général inflationniste, reconnu et répandu dans les esprits tant par la communication publique que par toutes sortes d'autres réseaux est une aubaine pour les agents économiques qui peuvent ainsi augmenter leurs marges sans attirer l'attention. Enfin, ces causes interagissent parfois entre elles.

1 – L'inflation par les coûts

C'est la cause la plus simple à comprendre : si les producteurs de légumes augmentent leurs prix, les épiceries augmenteront les leurs et cette augmentation peut se répercuter sur toute la chaîne économique (jusqu'aux restaurateurs dans cet exemple). Les coûts les plus sensibles sont à cet égard les coûts de transport et de l'énergie. Ce phénomène de répercussion verticale des coûts permet d'appréhender l'inégalité d'une population devant l'inflation : les salariés ne peuvent « augmenter » leurs salaires et doivent attendre des « rattrapages » tardifs et toujours insuffisants .

2 – L'inflation par la demande

En économie on désigne par ce terme les achats de biens et services ou plus précisément les demandes de biens et services sur le marché, les demandes de consommation. On parle d'offre pour désigner les biens et services « offerts » c'est-à-dire proposés sur le marché. Un prix exprime une « rareté ». Plus un bien est abondant, moins il est cher, plus il est rare plus son prix augmente. Mais ce déséquilibre (insuffisance de l'offre par rapport à la demande) peut avoir de multiples causes : rareté des logements disponibles pour le prix de l'immobilier, ralentissement d'une chaîne de production, pénurie de personnel etc... sans oublier les manœuvres des spéculateurs qui, en retenant les approvisionnements des points de vente, font monter les prix avant de relâcher ces approvisionnements.

3 – L'inflation par la monnaie

C'est la cause la plus difficile à appréhender. Elle revient d'une certaine façon à la cause de l'inflation par la demande, puisqu'elle consiste à considérer que si la masse monétaire en circulation augmente plus vite que la croissance cela peut entraîner une augmentation des prix par l'augmentation de la demande. L'augmentation de la masse monétaire peut résulter d'une politique publique d'injection de monnaie pour financer des déficits par exemple. La baisse des taux bancaires peut faciliter les emprunts qui auront un impact à la hausse sur la demande (achats immobiliers, de biens de consommation etc..).

Comme indiqué précédemment on évoque parfois d'autres causes dites « externes » telles que des guerres, des sanctions économiques, des catastrophes naturelles...

Dans la masse des chroniques qui fleurissent sur le sujet, certaines apportent parfois une approche originale et plus adaptée aux circonstances que le simple rappel des causes de l'inflation énumérées dans les ouvrages d'économie politique. C'est le cas de la chronique ci-après que j'ai trouvée intelligente.

Extrait d'un article de Guillaume Travers, économiste et historien de l'Etat, publié dans le magazine des idées « Eléments » en 2022, dont l'analyse garde toute sa pertinence en 2023 et qui présente l'intérêt d'apporter un regard et une réflexion détachés des lieux communs habituels sur le sujet.

On ne voit pas beaucoup ce grand penseur sur les « plateaux » des media, car il dérange ceux qui ne savent pas écouter ou lire quelqu'un qui ne rentre pas (sauf à le caricaturer) dans les « tiroirs » de classement de la pensée politique.

LE GRAND RETOUR DE L'INFLATION

Le prix de la rareté

Par Guillaume Travers

L'inflation, que l'on croyait disparue ou presque depuis 40 ans, fait son grand retour. Sur un an, les prix de nombre de biens ont augmenté de manière spectaculaire à l'échelle mondiale : 50 % de hausse pour le blé, 50 à 80 % pour les emballages en carton ou en plastique, et même 350 % pour le gaz naturel. Cette inflation est d'un type nouveau : elle touche d'abord des matières premières loin d'être inépuisables. Serait-ce une inflation structurelle due à une pression sur la demande ? Éléments de réponse.

Beaucoup ont oublié ce qu'était l'inflation, d'autres ne l'ont jamais connue. Jusqu'au début des années 1980, des taux d'inflation supérieurs à 10 % par an n'étaient pas inhabituels. Puis plus rien, ou si peu. Les prix ont augmenté à un niveau moyen de 2 % par an environ. Les économistes ont parlé de « grande modération » pour désigner les décennies qui ont suivi. Or, aujourd'hui, un taux d'inflation à deux chiffres ne semble plus impossible. Les États-Unis l'admettent, l'Europe

peine encore à le reconnaître. Est-ce là un simple retour vers le passé ? Non, car les structures de l'économie ont, entre-temps, radicalement changé. Ce que nous avons sous les yeux requiert donc une interprétation neuve.

L'inflation et ses controverses

Pour commencer, qu'est-ce que l'inflation ? Dans son sens le plus courant, il s'agit d'une hausse des prix moyens à la consumma-

tion. Ceci posé, son calcul n'est pas simple. Certes, il est aisé d'observer les prix du pain, des fruits et légumes, etc., et de calculer une hausse moyenne. Mais deux problèmes se posent immédiatement, qui ouvrent la porte à des controverses interminables.

Tout d'abord, la nature des biens disponibles change au cours du temps. Par exemple, un téléphone acheté il y a dix ans n'a rien de commun avec un téléphone acheté aujourd'hui. S'il paie le même prix,

le consommateur obtient davantage aujourd'hui (réseau de meilleure qualité, accès à Internet, etc.). Quand bien même sa facture a pu rester la même, les instituts de statistique (l'INSEE en France) considéreront que les prix des services de téléphonie ont baissé, afin de tenir compte de cet « effet qualité ». On perçoit aisément les querelles qui peuvent naître. Comment mesurer cet « effet qualité » et s'assurer qu'il n'est pas surestimé? À l'inverse, la qualité des biens peut baisser sans que cela soit considéré comme une forme d'inflation. En matière alimentaire, c'est le cas lorsque l'on remplace des produits naturels par des produits plus artificiels. Si les prix sont constants, mais que l'on remplace les œufs de ferme par des œufs issus d'élevages industriels, peut-on considérer qu'il n'y a pas eu d'inflation? Dans le domaine industriel, songeons à l'obsolescence programmée. Si un même bien a plus de fonctionnalités, mais une durée de vie plus courte, y a-t-il eu inflation ou déflation?

Ensuite, le panier de consommation des ménages change au cours du temps. Des biens sont retirés du commerce et d'autres apparaissent continuellement. Là encore, les choses sont compliquées. Certains biens sont moins consommés tout simplement parce qu'ils cessent d'exister, auquel cas leur prix n'a plus d'importance. Qui se soucie aujourd'hui du prix du transport par calèche? Mais, parfois, des biens cessent d'être consommés parce qu'ils sont devenus trop onéreux. Par exemple, si l'on observe que la consommation de billets de train diminue, est-ce parce que la demande pour ce mode de transport est moindre ou parce que les prix ont trop augmenté? Selon la réponse que l'on donne à cette question, on considérera soit qu'il n'y a pas d'inflation, soit qu'il y en a.

D'un concept simple en apparence, on voit que toutes sortes de polémiques peuvent naître, au sujet de ce qu'est la « vraie » inflation, et sur le décalage supposé des chiffres et de la « réalité ». Si elles peuvent être intéressantes, ces discussions sont pourtant insolubles: il n'y a pas, et il n'y aura jamais, une « bonne » méthode de calcul de l'inflation. Par définition, ce calcul présuppose des choix méthodologiques très nombreux. Aux États-Unis, la méthode de calcul a changé vingt fois en trente ans. À cela, ajoutons une dernière source de débat, à savoir que tous les ménages n'ont pas le même panier de consommation. Par exemple, un ménage aisé peut consommer différemment d'un ménage pauvre, et donc

percevoir un décalage plus ou moins grand entre ce qu'il consomme et ce que les chiffres officiels mesurent.

Que nous dit l'inflation?

Toutes ces précautions méthodologiques nous montrent qu'il est relativement vain de commenter de petites variations des chiffres de l'inflation. Lorsque les changements sont plus amples, en revanche, les choses deviennent intéressantes, et l'inflation peut alors être vue comme l'un des principaux miroirs d'un système économique. Cela se comprend aisément: dans une économie de marché, les prix sont l'alpha et l'oméga. Les penseurs libéraux, dont Friedrich Hayek et Milton Friedman, n'ont

LA HAUSSE ACTUELLE DES PRIX PARAÎT AVOIR DES CAUSES NON MONÉTAIRES. PEUT-ÊTRE MARQUE-T-ELLE LA FIN D'UNE ÉPOQUE OUVERTE, CELLE DE LA DERNIÈRE VAGUE DE LA MONDIALISATION

eu de cesse de le répéter: si tous les biens sont des marchandises, alors leurs prix refléteront « toute l'information disponible » – en tout cas bien davantage que l'information disponible pour un individu particulier. Par exemple, le prix d'un crayon de papier incorpore des informations sur la demande mondiale de graphite et de bois, sur les conditions de travail dans les mines de graphite ou les exploitations forestières, etc. C'est pourquoi des variations importantes du niveau des prix permettent de mettre en lumière des évolutions structurelles du système économique.

Une hausse du niveau général des prix peut avoir fondamentalement deux causes. Tout d'abord, des causes monétaires. Une impression trop importante de monnaie (ce que l'on appelle classiquement la « planche à billets ») fait chuter la valeur de la monnaie par rapport à celle des biens de consommation, de sorte que les prix augmentent. Cette hausse des prix se transmet de manière ascendante le long de chaînes de production. C'est par exemple ce qui se passe lors d'une bulle immobilière: une offre abondante de crédits immobiliers fait gonfler la demande de logements, ce qui se traduit *in fine* par une hausse des prix des

matières premières et des machines utilisées pour construire immeubles et maisons. Historiquement, la quasi-totalité des épisodes d'hyperinflation sont de ce type. Ensuite, une forte inflation peut être causée par la moindre disponibilité de matières premières, ou par la difficulté à acheminer les biens vers les lieux où ils sont consommés. Dans ce cas, la hausse des prix se transmet de manière descendante le long des chaînes de production: depuis les prix des matières premières vers celui des biens finis. Ce type de mécanisme a prévalu au moment des chocs pétroliers (1973, 1979).

Pourquoi le retour de l'inflation?

Selon cette grille de lecture, comment interpréter aujourd'hui le retour de l'inflation? Certains sont tentés d'y voir des causes monétaires: les centaines de milliards d'euros « injectés » depuis une dizaine d'années par les banques centrales. Cette explication nous paraît douteuse. Tout d'abord, plus qu'à de la création monétaire au sens strict, les banques centrales ont procédé à des achats d'actifs (*quantitative easing*). Par conséquent, en même temps qu'elles « injectaient » 100 euros dans l'économie, les banques centrales retranchaient 100 euros d'actifs, par des achats, notamment d'obligations souveraines. Cette politique a évidemment contribué à faire monter les prix des actifs financiers (obligations et actions), mais son impact sur les prix des biens de consommation a été très limité. Si le laxisme monétaire des banques centrales avait dû causer de l'inflation, il l'aurait probablement fait beaucoup plus tôt (à l'inverse, la dernière décennie a été marquée par les taux d'inflation les plus bas depuis 1945), et aurait dû toucher davantage les biens de consommation que les matières premières.

Dans une large mesure, la hausse actuelle des prix nous paraît avoir des causes non monétaires et, peut-être, marquer la fin d'une époque ouverte avec la vague la plus récente de la mondialisation. Depuis le début des années 1980, les très faibles taux d'inflation ont eux-mêmes eu des causes largement non monétaires, liés à la mondialisation. Ainsi, si l'inflation a pu être contenue, c'est en grande partie parce que les baisses de prix observées sur de nombreux produits ont été obtenues par le déplacement des activités productives vers les pays à bas coûts. Ce processus a affecté

la quasi-totalité des activités industrielles, mais aussi un très grand nombre d'activités agricoles et de services. En quarante ans, la distance moyenne parcourue par un bien avant d'être consommé a augmenté de manière exponentielle (étant donné la complexité des chaînes de production, il est malheureusement difficile d'avoir une estimation chiffrée fiable). Désindustrialisation, délocalisations vers les pays à bas coûts, extension et complexification des chaînes de production ont donc été la contrepartie à payer pour maintenir une certaine stabilité des prix. Ce système a en outre permis de gonfler la consommation des ménages dans de nombreux pays, accentuant donc la pression sur les ressources primaires (matières premières, énergie). Pour résumer, là où une plus grande consommation – c'est-à-dire une demande plus forte – aurait dû, dans un monde faisant face à des limites physiques, se traduire par des hausses de prix, ces hausses ont été largement masquées par la délocalisation des activités.

Des délocalisations qui se retourneraient violemment contre nous

Nous sommes aujourd'hui témoins de la fin de ce système. Tout d'abord, la pression sur les ressources est plus élevée que jamais. C'est vrai de ressources classiquement sujettes à tension, comme l'énergie et les dérivés pétroliers, mais aussi de biens tels que les engrais (hausse des prix de 10 % à 35 % sur un an), ou les terres rares, utilisées pour

les composants électroniques (hausse de prix parfois supérieures à 100 % sur un an). Il y a là un signe qui ne trompe pas : les prix des matières premières ont augmenté avant ceux des biens de consommation – ce qui confirme que c'est bien sur les ressources primaires qu'il y a un blocage. Autrement dit, nous sommes en train de faire l'expérience des limites physiques du monde – un

NOUS POURRIONS, PLUS TÔT QUE PRÉVU, ÊTRE FORCÉS DE RENONCER À NOMBRE DE BIENS QUE NOUS AVONS PRIS L'HABITUDE DE CONSOMMER DEPUIS SEULEMENT QUATRE DÉCENNIES

plus grand nombre d'hommes en concurrence pour des ressources limitées – mais, cette fois, sans plus guère de possibilités pour masquer ces contraintes. Car, peu ou prou, tout ce qui pouvait être délocalisé l'a déjà été.

Les délocalisations pourraient même se retourner violemment contre nous. Car, tant que les chaînes d'approvisionnement mondiales fonctionnent de manière fluide, elles permettent de produire et d'acheminer presque sans surcoût les biens à bas coûts. Mais, lorsqu'elles se grippent, c'est la capacité même à produire qui est entamée. Si la production d'un bien technologique requiert des composants issus de plusieurs

dizaines de pays de la planète, le moindre grain de sable dans le transport mondial peut causer le retard ou l'arrêt de la production, donc des pénuries. C'est là le deuxième fait que nous observons aujourd'hui, et qui se traduit par une hausse considérable des prix pour le transport mondial, notamment maritime. Depuis le début de la crise du Covid-19, le prix d'un voyage Asie-Europe par conteneur a augmenté de 650 %, et cette hausse s'est encore accentuée depuis six mois. Bien sûr, une part de cette hausse est liée à des frictions temporaires. Mais rien ne garantit que nous puissions à l'avenir retrouver le niveau d'intégration et de complexité des systèmes d'échanges que nous avons connus jusque récemment. Si tel ne pouvait être le cas, nombre de conséquences économiques et sociales de la mondialisation, masquées jusqu'alors par le recours de plus en plus massif à des produits à bas coûts, apparaîtraient au grand jour.

Les conséquences de l'inflation

Si nous avons connu l'inflation par le passé, celle qui nous attend pourrait être d'un type bien différent, et avec des conséquences sociales nouvelles. Lorsque nous connaissions une inflation forte, il y a quelques décennies, beaucoup de contrats de travail étaient indexés sur l'inflation, et des syndicats puissants garantissaient une certaine stabilité du pouvoir d'achat. Historiquement, les hausses de prix, causées principalement par la création monétaire, n'ont donc pas nécessairement été synonyme de paupérisation. Rien de cela n'existe plus aujourd'hui. Le marché du travail est bien plus atomisé, et les contrats ne sont pas indexés sur les prix. Pire, lorsque l'inflation touche d'abord les matières premières, ce sont les prix de produits « premier prix » qui augmentent le plus vite (car la part de marketing y est plus faible).

Si l'analyse esquissée ici est juste, l'inflation ne sera pourtant qu'un premier symptôme. En effet, en l'absence de création monétaire soutenue, il ne peut pas y avoir d'inflation qui dure indéfiniment. Passée donc la période de fortes tensions sur les prix, la question qui se posera sera celle de nos modes de vie et de l'abaissement de nos niveaux de vie. Nous pourrions, plus tôt que prévu, être forcés de renoncer à bon nombre de biens que nous avons pris l'habitude de consommer depuis seulement trois ou quatre décennies. ▀